



Ministère des sports

Direction des sports

10 JAN. 2020

Sous-direction de la sécurité, des
métiers de l'animation et du sport
& de l'éthique

Bureau de la sécurité des publics
et des pratiquants

Personnes chargées du dossier :

Sébastien BORREL

tél. : 01 40 45 93 07

mél. : sebastien.borrel@sports.gouv.fr

Anaïs WALTER

Tél : 01 40 45 96 95

Mél : anais.walter@sports.gouv.fr

N° D. 20-00983

La ministre des sports

à

Mesdames et Messieurs les préfets de région
Mesdames et Messieurs les préfets de département

Mesdames et Messieurs les directeurs régionaux et
départementaux de la jeunesse, des sports et de la
cohésion sociale

Mesdames et Messieurs les directeurs régionaux de la
jeunesse, des sports et de la cohésion sociale

Mesdames et Messieurs les directeurs des directions
de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale

Mesdames et Messieurs les directeurs
départementaux de la cohésion sociale et de la
protection des populations

Mesdames et Messieurs les directeurs
départementaux de la cohésion sociale

Objet : Mesures préventives et de police administrative, à prendre en cas de suspicions de
violences sexuelles dans le sport

Par une instruction N° DS/DSB2/2018/283 du 22 novembre 2018 relative à la protection des
pratiquants au sein des établissements d'activités physiques ou sportives, il vous a été rappelé

les dispositions législatives et réglementaires applicables à la protection des personnes pratiquant une activité physique ou sportive. Elle est jointe à la présente note.

Cette instruction, toujours d'actualité, précise les moyens juridiques et techniques dont disposent les services déconcentrés (DDCS-PP) pour l'application de ces dispositions, en particulier les mesures de police pouvant être prises à l'encontre des éducateurs sportifs et des exploitants d'établissements dont l'activité présenterait un risque pour les pratiquants.

Le rôle des fédérations sportives dans la protection des personnes pratiquant une activité physique ou sportive au sein de leurs structures y était également mentionné. J'ai toutefois tenu à préciser leurs missions par courrier (joint également).

La mise en œuvre des moyens permettant la protection des pratiquants est particulièrement nécessaire en matière de violences sexuelles. L'Institut national d'études démographiques considère qu'environ 600 000 femmes et 200 000 hommes sont victimes de violences sexuelles chaque année en France.

Comme le montrent les affaires récemment mises en lumière par la presse et au même titre que les autres milieux sociaux, les violences sexuelles sont aussi présentes dans le champ sportif. Elles impliquent donc une vigilance particulière de la part des services de l'Etat.

Ainsi, outre les dispositions rappelées dans l'instruction jointe, j'attire spécifiquement votre attention sur la sensibilisation du mouvement sportif local, notamment des clubs (I), la bonne mise en œuvre des mesures de sûreté (incapacités) (II) et des mesures de police administrative (III).

Enfin, je vous invite à libérer vos agents afin qu'ils puissent suivre les formations proposées par la direction des sports relatives à ce sujet.

I. Sensibilisation du mouvement sportif local

Les représentants du mouvement sportif, notamment les personnes exerçant des fonctions d'encadrement au sein des clubs, méconnaissent trop souvent les obligations législatives et réglementaires qui leur incombent.

Ainsi, selon les moyens que vous jugerez les plus efficaces, il conviendra de rappeler les éléments suivants :

- La non dénonciation, aux autorités administratives ou judiciaires, d'un crime ou d'une agression sexuelle infligée à un mineur est pénalement réprimée par les articles 434-1 et 434-3 du code pénal ;
- La mise en œuvre du pouvoir disciplinaire à l'égard des licenciés pour tout fait contraire à l'éthique attendue d'un éducateur sportif, d'un dirigeant, d'un arbitre ou d'un pratiquant reste possible y compris lorsqu'une mesure judiciaire ou de police administrative a été prise. La prise d'une mesure disciplinaire est fortement préconisée ;
- Le code du sport prévoit qu'une personne ne peut exercer les fonctions d'éducateur sportif prévues à l'article L. 212-1 du code du sport si elle a fait l'objet d'une condamnation définitive pour tout crime ou pour l'un des délits mentionnés à l'article L. 212-9 du même code. Ces dispositions s'appliquent à toute personne qui exerce l'activité d'éducateur sportif, à titre rémunéré ou bénévole et, indifféremment, aux éducateurs qui ont obtenu une certification¹ ainsi qu'aux personnes en cours de formation. Les agents territoriaux

¹ Diplôme, titre à finalité professionnelle ou certificat de qualification

des activités physiques et sportives² et les agents des fédérations sportives sont également concernés. L'article L. 322-1 du code du sport impose la même obligation d'honorabilité pour tout exploitant d'un établissement d'APS et emporte, le cas échéant, des conséquences similaires :

- Un signalement à l'autorité administrative doit être réalisé auprès de la cellule de suivi des enquêtes administratives de la direction des sports au moyen de l'adresse courriel suivante : SIGNAL-SPORTS@sports.gouv.fr

Les mesures incitatives que vous prendrez en matière d'information, de sensibilisation et de prévention auprès du mouvement sportif local doivent faire l'objet d'un bref résumé transmis sur la même adresse courriel.

II. L'obligation d'honorabilité et la mise en œuvre des mesures de sûreté concernant les éducateurs sportifs et les exploitants d'établissements d'APS

L'obligation d'honorabilité est prévue à l'article L. 212-9 du code du sport. Cet article mentionne la liste des infractions pour lesquelles une condamnation entraîne l'incapacité des éducateurs sportifs, rémunérés ou bénévoles, et des exploitants.

Le contrôle du respect de la condition d'honorabilité est effectué par consultation du bulletin n°2 (B2) du Casier judiciaire et du Fichier judiciaire des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes (FIJAISV). Cette consultation s'effectue soit de manière automatisée en utilisant le logiciel EAPS pour les éducateurs sportifs professionnels, soit manuellement pour les éducateurs sportifs bénévoles.

L'incapacité est constatée et notifiée lorsqu'un éducateur ou un exploitant fait l'objet d'une condamnation définitive, pour l'une des infractions mentionnées à l'article L. 212-9 du code du sport, et que celle-ci figure au B2 **et/ou** au FIJAIS. Une condamnation mentionnée au B2 est toujours définitive. Cette notification est une mesure de sûreté.

L'administration n'a pas de pouvoir d'appréciation en matière de mesure de sûreté. Toute condamnation définitive mentionnée au bulletin n° 2 du casier judiciaire (ou au FIJAIS) d'un éducateur ou d'un exploitant pour une infraction mentionnée à l'article L. 212-9 interdit à son titulaire d'encadrer³ une activité physique ou sportive ou à un exploitant d'exploiter un établissement d'APS.

Lorsqu'une mention figurant au FIJAIS n'entraîne pas d'incapacité, c'est-à-dire lorsque la condamnation n'est pas définitive⁴, il convient de conduire systématiquement une enquête administrative et de prendre les mesures de police administratives qui s'imposent (Cf. III).

Par ailleurs, lors de chaque contrôle d'établissement d'APS, l'identité des exploitants et de l'ensemble des éducateurs sportifs en fonction, rémunérés ou bénévoles, doit être relevée en vue d'un contrôle de leur honorabilité. Le B2 et le FIJAIS de l'exploitant et des éducateurs sportifs bénévoles sont contrôlés par saisie manuelle de la DDCS/PP auprès des services du Casier judiciaire.

² Notamment les ETAPS

³ Educateur sportif et exploitant d'EAPS

⁴ Pour savoir si une condamnation est définitive, il convient de saisir le greffe du tribunal qui a prononcé la condamnation

III. Situations dans lesquelles des mesures de police administrative s'imposent afin d'assurer la sécurité des pratiquants

Des mesures de police administrative, et notamment les mesures d'interdiction, prises sur le fondement de l'article L. 212-13 du code du sport, doivent être systématiquement prononcées lorsqu'un éducateur a fait l'objet d'une condamnation, même non définitive, pour des faits constitutifs de violences sexuelles. Il en est de même lorsqu'un éducateur fait l'objet d'une mesure judiciaire d'exercer une activité impliquant un contact habituel avec des mineurs y compris lorsque cette mesure est préalable à une condamnation.

Une enquête administrative s'impose lorsqu'il est porté à votre connaissance des faits constitutifs de violences sexuelles commises par un éducateur sportif, un exploitant d'établissement d'activité physique et sportive ou dans le cadre d'un établissement d'activité physique et sportive.

Elle doit être menée en sus d'une éventuelle enquête judiciaire, les deux pouvant être menées en parallèle. Il vous appartient de solliciter l'autorité judiciaire afin d'obtenir tout élément utile à la réalisation de l'enquête administrative.

Ces enquêtes, réalisables sur pièces et sur place, à l'occasion desquelles il vous est possible d'entendre toute personne et de demander tout document utile, doit conclure à la proposition au préfet d'arrêter une mesure de police administrative d'interdiction d'exercer d'un éducateur ou de fermeture d'établissement ou encore de clore le dossier.

Lorsque les éléments recueillis rendent vraisemblables les violences sexuelles rapportées, une mesure de police administrative doit être prise. Cette mesure doit être transmise à la direction des sports au bureau en charge de la sécurité des publics et des pratiquants.

Pour la ministre des sports
et par délégation, le directeur
des sports :



G. QUÉNÉHERVÉ

La Ministre

Paris, le 10 JAN. 2020

Nos ref. : DSB2
N° D. 2-000949

Mesdames et Messieurs les présidents de fédérations, Mesdames et Messieurs les directeurs techniques nationaux,

Une enquête publiée en 2016 par l'Institut national d'études démographiques¹, dénombre environ 600 000 femmes et 200 000 hommes victimes de violences sexuelles chaque année en France.

Parmi eux, chaque année 165 000 enfants subissent des viols ou des tentatives de viols. Le secteur sportif est concerné par ces violences. Il peut aussi être le lieu de la libération de la parole quand ces violences surviennent en milieu familial. C'est pourquoi, nous invitons tous les acteurs du sport et services de l'Etat à une vigilance particulière.

Dès mon arrivée à la tête du Ministère des Sports en septembre 2018, j'ai engagé une série de mesures concrètes pour renforcer l'action du Ministère contre les violences sexuelles et contribuer à libérer la parole. A titre d'exemple, j'ai mandaté l'association Colosse aux Pieds d'Argile pour effectuer un tour de France de prévention dans nos CREPS et établissements tandis que nous lançons une expérimentation sur le contrôle automatisé de l'honorabilité des bénévoles avec le concours de la Direction Régionale du Centre Val de Loire et la Fédération Française de Football.

Les affaires récemment mises en lumière par l'enquête d'un consortium de médias confirment que ces mesures étaient nécessaires car les violences sexuelles peuvent être présentes dans l'ensemble du champ sportif quels que soit la discipline ou le niveau de pratique.

Aussi, je vous demande de porter à la connaissance de la direction des sports² et des services départementaux³ de l'Etat en charge des sports toute situation laissant penser que des violences sexuelles ont été commises au sein de votre fédération. Des enquêtes administratives seront aussitôt diligentées et une cellule dédiée s'assurera de leur suivi.

¹ Viols et agressions sexuelles en France : premiers résultats de l'enquête Virage, novembre 2016 (numéro 538), INED.

² SIGNAL-SPORTS@sports.gouv.fr

³ Liste des contacts des DDSCS-PP en annexe au présent courrier

Les enquêtes administratives sont obligatoires en cas d'accident ou d'incident grave et sont aussi diligentées lorsque des situations de violences sexuelles sont identifiées. Dans le cadre de ces enquêtes, j'attends de vos fédérations, organes déconcentrés et clubs, qu'ils apportent toute la coopération nécessaire. Il en est de même pour les enquêtes judiciaires qui peuvent être conduites en parallèle.

C'est notamment lors de ces enquêtes administratives, qu'un signalement au procureur de la République, en application de l'article 40 du code de procédure pénale, devra être effectué par vos soins. La non dénonciation, aux autorités administratives ou judiciaires, d'un crime ou d'agressions sexuelles infligées à un mineur est pénalement réprimée par les articles 434-1 et 434-3 du code pénal.

Je vous rappelle également que les procédures administratives et judiciaires sont indépendantes. Ainsi une procédure judiciaire ne dispense pas d'une enquête administrative, permettant notamment de prendre des mesures immédiates de suspension d'exercice professionnel, à titre conservatoire ou de manière pérenne si le délit est établi.

Pour mémoire, les éducateurs sportifs sont soumis à l'obligation de qualification et doivent être titulaires d'une carte professionnelle lorsqu'ils exercent contre rémunération. L'obtention de leur carte est soumise à une déclaration désormais effectuée en ligne sur le site dédié <https://eaps.sports.gouv.fr/>. Cette déclaration implique notamment un contrôle automatique de l'honorabilité. Je vous encourage donc à consulter le site internet public <http://eapspublic.sports.gouv.fr> que le ministère des Sports met à votre disposition afin de vérifier la situation de vos éducateurs sportifs rémunérés et la validité de leur carte professionnelle.

En effet, il appartient aux fédérations sportives de veiller au respect de ces dispositions pour tous les éducateurs qui interviennent au sein de leurs clubs. Il est indispensable que vous les informiez de cette responsabilité. Il en va de même des entraîneurs disposant d'un contrat de préparation olympique et de ceux impliqués au sein des structures du Projet de Performance Fédéral (PPF).

Afin d'assurer la protection des personnes pratiquant au sein de vos fédérations, le code du sport prévoit déjà plusieurs obligations applicables aux éducateurs sportifs, qu'ils soient professionnels ou bénévoles, ainsi qu'aux dirigeants de vos clubs. Ceux-ci sont en effet soumis à une obligation d'honorabilité impliquant qu'ils ne doivent pas avoir été condamnés pour un crime ou certains délits.

Aussi, je vous rappelle que vous avez déjà la possibilité de solliciter les DDCS/PP dont vous trouverez la liste en annexe, afin de procéder à la vérification de l'honorabilité des éducateurs sportifs bénévoles en transmettant leur identité complète.

Par ailleurs, sachez que toute personne peut solliciter le bulletin n° 3 de son propre casier judiciaire en se rendant sur le site <https://casier-judiciaire.justice.gouv.fr/pages/accueil.xhtml> pour le

communiquer au club dans lequel il intervient en tant qu'éducateur sportif ou dirigeant bénévole. N'hésitez pas à faire usage de cette disposition de nature à garantir l'honorabilité de vos intervenants.

Dans la même logique, je vous incite à mettre en œuvre votre pouvoir disciplinaire à l'égard des licenciés pour tout fait contraire à l'éthique attendue d'un éducateur sportif, d'un dirigeant, d'un arbitre ou d'un pratiquant.

Pour renforcer notre action commune au service de la sécurité de nos pratiquants, le ministère des Sports a lancé en octobre 2019 une expérimentation destinée à systématiser et automatiser le contrôle de l'honorabilité des éducateurs bénévoles comme c'est le cas pour les éducateurs sportifs dotés d'une carte professionnelle. Celle-ci est actuellement en cours dans la région Centre-Val-de-Loire en collaboration avec la Fédération Française de Football.

Ma volonté est de généraliser aussi vite que possible cette vérification automatisée de l'honorabilité des éducateurs sportifs bénévoles ainsi que des dirigeants de club licenciés à l'ensemble des fédérations sportives agréées.

Celles qui souhaitent anticiper le déploiement du dispositif à l'échelle nationale doivent recueillir, lors de la prise de licence, l'identité complète⁴ des personnes pouvant faire l'objet d'un contrôle d'honorabilité sous un format informatique adapté⁵ dont vous trouverez en annexe les détails.

Je sais pouvoir compter sur votre engagement collectif sans lequel les progrès en matière de prévention des violences sexuelles ne pourront être réalisés et je vous indique d'ores et déjà qu'une convention nationale sur le thème des violences dans le sport se tiendra très prochainement à l'initiative du Ministère des sports à Paris. A cette occasion, vous aurez la possibilité de présenter vos plans d'action, les initiatives déjà mises en place ou envisagées pour prévenir et traiter ces situations sensibles mais aussi poser toutes vos questions sur ce sujet. Vous recevrez de plus amples détails sur ce temps de travail commun et je compte sur votre présence.

Pour mémoire, vous avez à votre disposition des outils de prévention sur le site du ministère, http://sports.gouv.fr/IMG/pdf/preventionoutils_oct2019.pdf, destinés à sensibiliser les acteurs de terrain, à reconnaître les signaux de détresse, à encourager la parole et à accompagner les victimes. Je vous invite également à transmettre à la Direction des sports les outils et initiatives dont vos licenciés ont déjà pu bénéficier.

Je vous remercie pour votre mobilisation,

A stylized, handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Roxana MARACINEANU

⁴ Civilité, nom, prénom, date et lieu de naissance

⁵ Format informatique rappelé en annexe

Annexe 1

Contacts des fédérations

Direction des sports

Cellule de suivi des enquêtes administratives Bureau de la protection des publics et des pratiquants (DS3A) 95 avenue de France 75650 CEDEX 13 PARIS SIGNAL-SPORTS@sports.gouv.fr 01 40 45 96 32

DRDJSCS
DDCS-PP

Région	Département	Structure	Téléphone	Courriel
Auvergne-Rhône Alpes	Rhône	DRDJSCS	04 78 60 40 40	DRDJSCS-ABA-DIRECTION@jcs.gouv.fr
Auvergne-Rhône Alpes	Rhône	DDD	04 81 92 44 00	ddcs-directeur@rhone.gouv.fr
Auvergne-Rhône Alpes	Ain	DDCS	04 74 32 55 00	ddcs-directeur@ain.gouv.fr
Auvergne-Rhône Alpes	Ardèche	DDCSPP	04 75 66 53 00	ddcspp-directeur@ardeche.gouv.fr
Auvergne-Rhône Alpes	Allier	DDCSPP	04 70 48 35 00	ddcspp-directeur@allier.gouv.fr
Auvergne-Rhône Alpes	Drôme	DDCS	04 26 52 22 80	ddcs-directeur@drôme.gouv.fr
Auvergne-Rhône Alpes	Isère	DDCS	04 57 38 65 39	ddcs-directeur@isere.gouv.fr
Auvergne-Rhône Alpes	Loire	DDCS	04 77 49 63 63	ddcs-directeur@loire.gouv.fr
Auvergne-Rhône Alpes	Savoie	DDCSPP	04 79 33 15 18	ddcspp-directeur@savoie.gouv.fr
Auvergne-Rhône Alpes	Haute-Savoie	DDCS	04 50 88 41 40	ddcs-directeur@haute-savoie.gouv.fr
Auvergne-Rhône Alpes	Cantal	DDCSPP	04 71 48 72 66	ddcspp-directeur@cantal.gouv.fr
Auvergne-Rhône Alpes	Haute-Loire	DDCSPP	04 71 05 32 30	ddcspp-directeur@haute-loire.gouv.fr
Auvergne-Rhône Alpes	Puy-de-Dôme	DDCS	04 73 14 76 00	ddcs-directeur@puy-de-dome.gouv.fr
Bourgogne-Franche Comte	Côte d'Or	DRDJSCS	03 80 68 39 00	drdjcs-bfc-direction@jcs.gouv.fr
Bourgogne-Franche Comte	Côte d'Or	DDD	03 80 68 30 00	ddcs-directeur@cote-dor.gouv.fr
Bourgogne-Franche Comte	Nièvre	DDCSPP	03 58 07 20 30	ddcspp-directeur@nievre.gouv.fr
Bourgogne-Franche Comte	Saône-et-Loire	DDCS	03 58 79 32 20	ddcs-directeur@saone-et-loire.gouv.fr
Bourgogne-Franche Comte	Yonne	DDCSPP	03 86 72 69 00	ddcspp-directeur@yonne.gouv.fr
Bourgogne-Franche Comte	Doubs	DDCSPP	03 81 60 74 60	ddcspp-directeur@doubs.gouv.fr

Bourgogne-Franche Comte	Jura	DDCSPP	03 63 55 83 00	ddcspp-directeur@jura.gouv.fr
Bourgogne-Franche Comte	Haute-Saône	DDCSPP	03 84 96 17 18	ddcspp-directeur@haute-saone.gouv.fr
Bourgogne-Franche Comte	Territoire de Belfort	DDCSPP	03 84 21 98 50	ddcspp-directeur@territoire-de-belfort.gouv.fr
Bretagne	Ille-et-Vilaine	DRJSCS	02 23 48 24 00	drjscs-bretagne-direction@jcs.gouv.fr
Bretagne	Ille-et-Vilaine	DDCSPP	02 99 59 89 00	ddcspp-directeur@ille-et-vilaine.gouv.fr
Bretagne	Côtes-d'Armor	DDCS	02 96 62 08 09	ddcs-directeur@cotes-darmor.gouv.fr
Bretagne	Finistère	DDCS	02 98 64 99 00	ddcs-directeur@finistere.gouv.fr
Bretagne	Morbihan	DDCS	02 22 07 20 20	ddcs-direction@morbihan.gouv.fr
Centre-Val de Loire	Loiret	DRDJSCS	02 38 77 49 00	drdjscs-cvll-direction@jcs.gouv.fr
Centre-Val de Loire	Loiret	DDD	02 38 42 42 42	ddcs-directeur@loiret.gouv.fr
Centre-Val de Loire	Cher	DDCSPP	02 48 67 36 95	ddcspp-directeur@cher.gouv.fr
Centre-Val de Loire	Eure-et-Loir	DDCSPP	02 37 20 51 70	ddcspp-directeur@eure-et-loir.gouv.fr
Centre-Val de Loire	Indre	DDCSPP	02 54 53 82 00	ddcspp-directeur@indre.gouv.fr
Centre-Val de Loire	Indre-et-Loire	DDCS	02 47 70 11 10	ddcs-directeur@indre-et-loire.gouv.fr
Centre-Val de Loire	Loir-et-Cher	DDCSPP	0 81 00 24 41	ddcspp-directeur@loir-et-cher.gouv.fr
Corse	Corse-du-Sud	DRJSCS	04 95 29 67 67	DRJSCS20-DIRECTION@jcs.gouv.fr
Corse	Corse-du-Sud	DDCSPP	04 95 50 39 40	ddcspp-directeur@corse-du-sud.gouv.fr
Corse	Haute-Corse	DDCSPP	04.95.32.98.00	ddcspp-directeur@haute-corse.gouv.fr
Grand Est	Bas-Rhin	DRDJSCS	03 88 76 76 16	drdjscs-ge-direction@jcs.gouv.fr
Grand Est	Bas-Rhin	DDD	03.88.76.76.16	ddcs-directeur@bas-rhin.gouv.fr
Grand Est	Haut-Rhin	DDCSPP	03 89 24 82 00	ddcspp-directeur@haut-rhin.gouv.fr
Grand Est	Meurthe-et-Moselle	DDCS	03 57 29 13 13	ddcs-directeur@meurthe-et-moselle.gouv.fr
Grand Est	Meuse	DDCSPP	03 29 77 42 00	ddcspp-directeur@meuse.gouv.fr
Grand Est	Moselle	DDCS	03 87 75 41 55	ddcs-directeur@moselle.gouv.fr
Grand Est	Vosges	DDCSPP	03 29 68 48 48	ddcspp-directeur@vosges.gouv.fr
Grand Est	Ardennes	DDCSPP	03 24 52 67 30	ddcspp-directeur@ardennes.gouv.fr
Grand Est	Aube	DDCSPP	03 25 80 33 33	ddcspp-directeur@aube.gouv.fr
Grand Est	Marne	DDCSPP	03 26 66 78 78	ddcspp-directeur@marne.gouv.fr
Grand Est	Haute-Marne	DDCSPP	03 52 09 56 00	ddcspp-directeur@haute-marne.gouv.fr
Hauts de France	Somme	DRJSCS	03 22 33 89 00	DRJSCS-HDF-DIRECTION@jcs.gouv.fr
Hauts de France	Nord	DDCS	03 20 18 33 33	ddcs-directeur@nord.gouv.fr
Hauts de France	Pas-de-Calais	DDCS	03 21 23 87 87	ddcs-directeur@pas-de-calais.gouv.fr
Hauts de France	Aisne	DDCS	03 60 81 50 00	ddcs-directeur@aisne.gouv.fr
Hauts de France	Oise	DDCS	03 44 06 48 00	ddcs-directeur@oise.gouv.fr
Hauts de France	Somme	DDCS	03 22 97 80 80	ddcs-directeur@somme.gouv.fr

Ile-de-France	Paris	DRJSCS	01 40 77 55 00	drjcs-idf@jcs.gouv.fr
Ile-de-France	Paris	DDCS	01 82 52 40 00	ddcs-directeur@paris.gouv.fr
Ile-de-France	Seine-et-Marne	DDCS	01 64 41 58 00	ddcs-directeur@seine-et-marne.gouv.fr
Ile-de-France	Yvelines	DDCS	01 39 24 24 70	ddcs-directeur@yvelines.gouv.fr
Ile-de-France	Essonne	DDCS	01 69 87 30 00	ddcs-directeur@essonne.gouv.fr
Ile-de-France	Hauts-de-Seine	DDCS	01 40 97 45 00	ddcs-directeur@hauts-de-seine.gouv.fr
Ile-de-France	Seine-Saint-Denis	DDCS	01 74 73 36 00	ddcs-directeur@seine-saint-denis.gouv.fr
Ile-de-France	Val-de-Marne	DDCS	01 45 17 09 25	ddcs-directeur@val-de-marne.gouv.fr
Ile-de-France	Val-d'Oise	DDCS	01 77 63 61 17	ddcs-directeur@val-doise.gouv.fr
Normandie	Seine-Maritime	DRDJSCS		DRDJSCS-NORM-DIRECTION@jcs.gouv.fr
Normandie	Seine-Maritime	DDD	02 76 27 71 01	ddcs-directeur@seine-maritime.gouv.fr
Normandie	Eure	DDCS	02 32 24 86 05	ddcs-directeur@eure.gouv.fr
Normandie	Calvados	DDCS	02 31 52 74 02	ddcs-directeur@calvados.gouv.fr
Normandie	Manche	DDCS	02 50 71 50 00	ddcs-directeur@manche.gouv.fr
Normandie	Orne	DDCSPP	02 33 32 50 50	ddcspp-directeur@orne.gouv.fr
Nouvelle Aquitaine	Gironde	DRDJSCS	05 56 69 38 00	drdjcs-na-direction@jcs.gouv.fr
Nouvelle Aquitaine	Gironde	DDD	05 57 01 91 00	ddcs-directeur@gironde.gouv.fr
Nouvelle Aquitaine	Dordogne	DDCSPP	05 53 03 65 00	ddcspp-directeur@dordogne.gouv.fr
Nouvelle Aquitaine	Landes	DDCSPP	05 58 05 76 30	ddcspp-directeur@landes.gouv.fr
Nouvelle Aquitaine	Lot-et-Garonne	DDCSPP	05 53 98 66 66	ddcspp-directeur@lot-et-garonne.gouv.fr
Nouvelle Aquitaine	Pyrénées-Atlantiques	DDCS	05 47 41 33 10	ddcs-directeur@pyrenees-atlantiques.gouv.fr
Nouvelle Aquitaine	Corrèze	DDCSPP	05 52 21 80 00	ddcspp-directeur@correze.gouv.fr
Nouvelle Aquitaine	Creuse	DDCSPP	05 55 41 62 56	ddcspp-directeur@creuse.gouv.fr
Nouvelle Aquitaine	Haute-Vienne	DDCSPP	05 19 76 12 00	ddcspp-directeur@haute-vienne.gouv.fr
Nouvelle Aquitaine	Charente	DDCSPP	05 16 16 62 00	ddcspp-directeur@charente.gouv.fr
Nouvelle Aquitaine	Charente-Maritime	DDCS	05 46 35 25 30	ddcs-directeur@charente-maritime.gouv.fr
Nouvelle Aquitaine	Deux-Sèvres	DDCSPP	05 49 17 27 00	ddcspp-directeur@deux-sevres.gouv.fr
Nouvelle Aquitaine	Vienne	DDCS	05 49 44 83 50	ddcs-directeur@vienne.gouv.fr
Occitanie	Hérault	DRJSCS	04 67 10 14 00	drjcs-occitanie-direction@jcs.gouv.fr
Occitanie	Aude	DDCSPP	04 34 42 91 00	ddcspp-directeur@aude.gouv.fr
Occitanie	Gard	DDCS	04 30 08 61 20	ddcs-directeur@gard.gouv.fr
Occitanie	Hérault	DDCS	04 67 41 72 00	ddcs-directeur@herault.gouv.fr

Occitanie	Lozère	DDCSPP	04 30 11 10 00	ddcspp-directeur@lozere.gouv.fr
Occitanie	Pyrénées-Orientales	DDCS	04 68 35 50 49	ddcs-directeur@pyrenees-orientales.gouv.fr
Occitanie	Ariège	DDCSPP	05 61 02 43 00	ddcspp-directeur@ariede.gouv.fr
Occitanie	Aveyron	DDCSPP	05 65 73 52 00	ddcspp-directeur@aveyron.gouv.fr
Occitanie	Haute-Garonne	DDCS	05 34 45 34 45	ddcs-directeur@haute-garonne.gouv.fr
Occitanie	Gers	DDCSPP	05 62 58 12 50	ddcspp-directeur@gers.gouv.fr
Occitanie	Lot	DDCSPP	05 65 20 56 00	ddcspp-directeur@lot.gouv.fr
Occitanie	Hautes-Pyrénées	DDCSPP	05 62 46 42 20	ddcspp-directeur@hautes-pyrenees.gouv.fr
Occitanie	Tarn	DDCSPP	05 81 27 50 00	ddcspp-directeur@tarn.gouv.fr
Occitanie	Tarn-et-Garonne	DDCSPP	05 63 21 18 00	ddcspp-directeur@tarn-et-garonne.gouv.fr
Pays de La Loire	Loire-Atlantique	DRDJSCS		drdjcs-pdl-dir@jcs.gouv.fr
Pays de La Loire	Loire-Atlantique	DDD	02 40 12 80 00	DDCS-DIRECTEUR@loire-atlantique.gouv.fr
Pays de La Loire	Maine-et-Loire	DDCS	02 41 72 47 20	ddcs-directeur@maine-et-loire.gouv.fr
Pays de La Loire	Mayenne	DDCSPP	02 43 67 27 30	ddcspp-directeur@mavenne.gouv.fr
Pays de La Loire	Sarthe	DDCS	02 72 16 43 00	ddcs-directeur@sarthe.gouv.fr
Pays de La Loire	Vendée	DDCS	02 51 36 75 00	ddcs-directeur@vendee.gouv.fr
Provence Alpes Côte D'Azur	Bouches-du-Rhône	DRDJSCS		drdjcs-paca-direction@jcs.gouv.fr
Provence Alpes Côte D'Azur	Bouches-du-Rhône	DDD	04 91 00 57 00	ddcs-directeur@bouches-du-rhone.gouv.fr
Provence Alpes Côte D'Azur	Alpes-de-Haute-Provence	DDCSPP	04 92 30 37 00	ddcspp-directeur@alpes-de-haute-provence.gouv.fr
Provence Alpes Côte D'Azur	Hautes-Alpes	DDCSPP	04 92 22 22 30	ddcspp-directeur@hautes-alpes.gouv.fr
Provence Alpes Côte D'Azur	Alpes-Maritimes	DDCS	04 93 72 20 00	ddcs-directeur@alpes-maritimes.gouv.fr
Provence Alpes Côte D'Azur	Var	DDCS	04 94 18 83 83	ddcs-directeur@var.gouv.fr
Provence Alpes Côte D'Azur	Vaucluse	DDCS	04 88 17 84 84	ddcs-directeur@vaucluse.gouv.fr
DOM	GUADELOUPE	DJSCS	05 90 81 33 57	DJSCS971-DIRECTION@jcs.gouv.fr
DOM	MARTINIQUE	DJSCS	05 96 59 03 10	DJSCS972-DIRECTION@jcs.gouv.fr
DOM	GUYANE	DJSCS	05 94 25 53 00	djcs-guyane-direction@jcs.gouv.fr
DOM	LA REUNION	DJSCS	02 62 20 96 40	djcs974-direction@jcs.gouv.fr
DOM	MAYOTTE	DJSCS	02 69 61 60 50	djcs976@jcs.gouv.fr
TOM	SAINT PIERRE ET MIQUELON	DCSTEP	05 08 41 19 40	975.direction@dcstep.gouv.fr

Annexe 2

Données d'identité nécessaires au traitement de l'honorabilité (Pour la création d'un document Excel)

Nom de la colonne	Description	Précision	Obligatoire	Format
SERVICE	Code du département de licence	018 = Cher 028 = Eure-et-Loir 036 = Indre 037 = Indre-et-Loire 041 = Loir-et-Cher 045 = Loiret	Oui	texte sur 3 caractères
CIVILITE	Civilité	Madame Monsieur	Oui	
NOMNAISSANCE	Nom de naissance	Ne peut contenir que les caractères autorisés (*) Deux séparateurs ne peuvent pas être consécutifs	Oui	
NOMUSAGE	Nom d'usage	Ne peut contenir que les caractères autorisés (*) Deux séparateurs ne peuvent pas être consécutifs	Oui	
PRENOM	Prénom	Un seul prénom Ne peut contenir que les caractères autorisés (*) Deux séparateurs ne peuvent pas être consécutifs	Oui	
PRENOM2	Deuxième prénom	Un seul prénom Ne peut contenir que les caractères autorisés (*) Deux séparateurs ne peuvent pas être consécutifs	Non	
PRENOM3	Troisième prénom	Un seul prénom Ne peut contenir que les caractères autorisés (*) Deux séparateurs ne peuvent pas être consécutifs	Non	
DATENAISANCE	Date de naissance		Oui	JJ/MM/AA AA
LIEUNAISANCE	Né en France où à l'étranger	F = né en France E = né à l'étranger	Oui	
CODEPEPT	Code du département de naissance	Uniquement si né en France	Oui si né en France	texte sur 3 caractères

		<input type="checkbox"/> Référentiel fourni par la DS		
CODEINSEE	Code Insee de la ville de naissance	Uniquement si né en France <input type="checkbox"/> Référentiel fourni par la DS	Oui si né en France	texte sur 5 caractères
CODEPAYS	Code du pays de naissance	Uniquement si né à l'étranger <input type="checkbox"/> Référentiel fourni par la DS	Oui si né à l'étranger	texte sur 3 caractères
NOMVILLE	Nom de la ville de naissance	Uniquement si né à l'étranger <input type="checkbox"/> Libellé libre	Oui si né à l'étranger	
NOMPERE	Nom du père	Uniquement si né à l'étranger Ne peut contenir que les caractères autorisés (*) Deux séparateurs ne peuvent pas être consécutifs	Non	
PRENOMPERE	Prénom du père	Uniquement si né à l'étranger Un seul prénom Ne peut contenir que les caractères autorisés (*) Deux séparateurs ne peuvent pas être consécutifs	Non	
NOMMERE	Nom de la mère	Uniquement si né à l'étranger Ne peut contenir que les caractères autorisés (*) Deux séparateurs ne peuvent pas être consécutifs	non	
PRENOMMERE	Prénom de la mère	Uniquement si né à l'étranger Un seul prénom Ne peut contenir que les caractères autorisés (*) Deux séparateurs ne peuvent pas être consécutifs	Non	

Les informations qui figurent dans les lignes grisées ne seront demandées qu'en cas d'AIA (Aucune identité applicable).



Ministère des sports

Direction des sports

Sous-direction de l'action
territoriale,
du développement des pratiques
sportives et de l'éthique du sport

Bureau de la protection du public,
de la promotion de la santé et de
la prévention du dopage

Personnes chargées du dossier :

Sébastien BORREL
tél. : 01 40 45 93 07
mél. : sebastien.borrel@sports.gouv.fr
Anaïs WALTER
Tél : 01 40 45 96 95
Mél : anaïs.walter@sports.gouv.fr

La ministre des sports

à

Mesdames et Messieurs les préfets de région
Mesdames et Messieurs les préfets de département

Mesdames et Messieurs les directeurs régionaux et
départementaux de la jeunesse, des sports et de la
cohésion sociale

Mesdames et Messieurs les directeurs régionaux de
la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale

Mesdames et Messieurs les directeurs des directions
de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale

Mesdames et Messieurs les directeurs
départementaux de la cohésion sociale et de la
protection des populations

Mesdames et Messieurs les directeurs
départementaux de la cohésion sociale

Mesdames et Messieurs les directeurs de CREPS et
d'écoles nationales

Mesdames et Messieurs les présidents et directeurs
techniques nationaux de fédération sportive

INSTRUCTION N° DS/DSB2/2018/283 du 22 novembre 2018 relative à la protection des pratiquants au sein des établissements d'activités physiques ou sportives.

Date d'application : immédiate

NOR : SPOV1836069J

Classement thématique : Jeunesse, sports, vie associative

Visée par le SG-MCAS le 16 novembre 2018

Catégorie : Interprétation à retenir, sous réserve de l'appréciation souveraine du juge, lorsque l'analyse de la portée juridique des textes législatifs ou réglementaires soulève une difficulté particulière.

Résumé : La présente instruction rappelle les dispositions législatives et réglementaires applicables à la protection des personnes pratiquant une activité physique ou sportive. Elle précise les moyens juridiques et techniques dont disposent les services déconcentrés pour l'application de ces dispositions, en particulier les mesures de police pouvant être prises à l'encontre des éducateurs sportifs et des exploitants d'établissements dont l'activité présenterait un risque pour les pratiquants. L'instruction rappelle également le rôle des fédérations dans la protection des personnes pratiquant une activité physique ou sportive au sein de leurs structures.

Mots-clés : sport, protection des pratiquants, honorabilité des éducateurs sportifs et des exploitants d'établissement, mesures de police administrative.

Textes de référence :

Code du sport : Articles L. 212-9, L. 212-13 et L. 322-1

Code de procédure pénale : Articles 11-2, 776, 706-53-7 et R. 53-8-24

Circulaire : CRIM/2016-14/H2-04.08.2016 portant présentation des dispositions de procédure pénale de la loi n° 2016-457 du 14 avril 2016 relative à l'information de l'administration par l'autorité judiciaire et à la protection des mineurs et de son décret d'application n° 2016-612 du 18 mai 2016.

Annexes :

Annexe 1 – Fiche vérification de l'honorabilité des éducateurs sportifs et des exploitants d'EAPS

Annexe 2 – Fiche entrée en vigueur des nouvelles dispositions de l'article L. 212-9

Annexe 3 – Fiche relative aux séjours sportifs

Annexe 4 – Fiche relative aux éducateurs sportifs stagiaires

Annexe 5 – Fiche relative aux éducateurs sportifs

Mon attention a été récemment appelée sur des situations litigieuses en matière de protection des pratiquants d'activités physiques ou sportives (APS).

Afin d'assurer leur protection, le code du sport prévoit plusieurs obligations applicables aux éducateurs sportifs et aux exploitants d'établissements d'APS. Ceux-ci sont notamment soumis à une obligation d'honorabilité impliquant qu'ils ne doivent pas avoir fait l'objet d'une condamnation définitive pour crime ou pour l'un des délits mentionnés par le code du sport. En outre, les éducateurs sportifs rémunérés sont soumis à une obligation de qualification et à une obligation de déclaration de leur activité auprès de l'autorité administrative.

Plusieurs outils, mesures et procédures sont à la disposition des services déconcentrés pour assurer le respect de ces obligations. La présente instruction rappelle successivement les mesures de sûreté (I), les mesures de police administrative (II) ainsi que les mesures de police judiciaire (III) pouvant être prises par les services de l'Etat à l'encontre des éducateurs sportifs et des exploitants d'établissements d'APS. Elle souligne ensuite le rôle important des fédérations sportives dans la protection des pratiquants (IV).

I. L'obligation d'honorabilité et la mise en œuvre des mesures de sûreté concernant les éducateurs sportifs et les exploitants d'établissements d'APS

Le code du sport prévoit qu'une personne ne peut exercer les fonctions d'éducateur sportif prévues à l'article L. 212-1 du code du sport si elle a fait l'objet d'une condamnation définitive pour tout crime ou pour l'un des délits mentionnés à l'article L. 212-9 du même code.

Ces dispositions s'appliquent à toute personne qui exerce l'activité d'éducateur sportif, à titre rémunéré ou bénévole et, indifféremment, aux éducateurs qui ont obtenu une certification¹ ainsi qu'aux personnes en cours de formation.

Les agents territoriaux des activités physiques et sportives² et les agents contractuels des fédérations sportives sont également concernés.

L'article L. 322-1 du code du sport impose la même obligation d'honorabilité pour tout exploitant d'un établissement d'APS et emporte, le cas échéant, des conséquences similaires.

La liste des infractions pour lesquelles une condamnation entraîne une incapacité d'exercer les fonctions d'éducateur sportif et d'exploitant d'établissement d'APS a été étendue par l'article 4 de la loi n° 2017-261 du 1^{er} mars 2017³. Cette modification de l'article L. 212-9 du code du sport vise notamment à prendre en compte un périmètre plus large d'infractions issues de plusieurs codes : code pénal, code de la route ou code de la sécurité intérieure.

Le contrôle du respect de la condition d'honorabilité est effectué par consultation du bulletin n° 2 (B2) du Casier judiciaire et du Fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes (FIJAIS). Cette consultation s'effectue soit de manière automatisée en utilisant le logiciel EAPS, soit manuellement.

L'incapacité est constatée lorsqu'un éducateur ou un exploitant fait l'objet d'une condamnation définitive. Une condamnation mentionnée au B2 est toujours définitive.

Une condamnation mentionnée au FIJAIS n'est pas nécessairement définitive. Dans ce cas, il convient de vérifier auprès du greffe de la juridiction ayant prononcé la condamnation que celle-ci n'a pas fait l'objet d'un recours préalablement à la notification⁴ d'une incapacité à l'éducateur ou à l'exploitant. Une mise en examen assortie d'un placement sous contrôle judiciaire ou sous assignation à résidence avec surveillance électronique, peut également figurer au FIJAIS lorsque le juge d'instruction a ordonné l'inscription de la décision dans ce fichier (article 706-53-2,5°, du code de procédure pénale).

Ce contrôle est réalisé lors de l'examen de la déclaration d'activité de l'éducateur sportif rémunéré ou stagiaire. Le titulaire d'une carte professionnelle fait l'objet d'un contrôle automatique annuel⁵. L'éducateur sportif bénévole peut également faire l'objet d'un contrôle d'honorabilité par saisie manuelle⁶ du Casier judiciaire et du FIJAIS. La mise en œuvre de ce contrôle nécessite de disposer des nom (de naissance), prénom, date et lieu de naissance.

Les titulaires d'une carte professionnelle européenne doivent faire l'objet d'un contrôle de leur honorabilité, qu'ils exercent dans le cadre d'une procédure de libre établissement ou de libre prestation de service.

¹ Diplôme, titre à finalité professionnelle ou certificat de qualification

² Notamment les ETAPS

³ Loi du 1^{er} mars 2017 visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs (publiée au J.O.R.F. du 2 mars 2017) – Annexe 2 : entrée en vigueur des nouvelles dispositions de l'article L. 212-9 du code du sport

⁴ La notification est le fait de porter à la connaissance de l'intéressé sa situation d'incapacité par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise en main propre avec accusé de réception

⁵ A la date anniversaire de la délivrance de la carte professionnelle

⁶ Saisie directe auprès des sites internet du Casier judiciaire et du FIJAIS

A la différence de l'article L. 133-6 du code de l'action sociale et des familles, l'incapacité prévue par l'article L. 212-9 du code du sport doit être notifiée sans qu'il ne soit nécessaire d'apprécier le *quantum* de la sanction. Ainsi, l'administration a compétence liée⁷ y compris lorsque la peine prononcée n'est pas une peine d'emprisonnement ou qu'elle est assortie du sursis. **L'administration n'a pas de pouvoir d'appréciation.** Toute condamnation mentionnée au bulletin n° 2 du casier judiciaire d'un éducateur pour une infraction mentionnée à l'article L. 212-9 interdit à son titulaire d'encadrer⁸ une activité physique ou sportive.

A chaque contrôle d'établissement d'APS, l'identité de l'exploitant et de l'ensemble des éducateurs sportifs en fonction, rémunérés ou bénévoles, doit être relevée en vue d'un contrôle de leur honorabilité. Le B2 et le FIJAIS de l'exploitant et des éducateurs sportifs bénévoles sont contrôlés par saisie manuelle auprès des services du Casier judiciaire.

Un séjour sportif organisé par un établissement d'APS doit être déclaré via le logiciel de télé-procédure d'accueil de mineurs (SIAM-GAM-TAM), l'honorabilité de tout intervenant est alors contrôlée⁹.

Lors de toute intervention dans un établissement d'APS, notamment en cas d'homologation d'un circuit ou d'une enceinte sportive, ou encore dans une structure intégrée au parcours de performance sportive d'une fédération, l'identité¹⁰ des éducateurs et exploitants doit également être relevée aux fins de contrôle de leur honorabilité.

Un tableau recensant les infractions prévues à l'article L. 212-9 du code du sport permet de contrôler l'honorabilité au moyen du code *Natinf* figurant sur le B2 et le FIJAIS. Il figure sur le site intranet PACO du ministère des sports.

II. Les mesures de police administrative en cas de mise en danger de la sécurité des pratiquants ou d'absence de qualification

En vue de protéger la sécurité des pratiquants, le code du sport comprend des dispositions imposant une obligation de qualification pour tout éducateur sportif rémunéré, une obligation de déclaration d'activité et une obligation d'honorabilité.

A - Trois mesures de police administrative possibles

L'absence de qualification d'une personne assurant des fonctions d'éducateur sportif à titre rémunéré nécessite une mesure **d'injonction de cesser d'encadrer** arrêtée par le préfet, après avis du conseil départemental de la jeunesse, des sports et de la vie associative (CDJSVA).

Lorsque le maintien en activité d'un éducateur sportif, **bénévole ou rémunéré**¹¹, constitue un risque pour la santé et/ou la sécurité physique ou morale des pratiquants, le préfet arrête une mesure **d'interdiction d'exercer** à son encontre, après avis du CDJSVA.

Il n'est pas nécessaire de recueillir l'avis du CDJSVA lorsque la mesure est prise en urgence. Une mesure d'urgence doit intervenir dans les huit jours suivant la connaissance des faits par l'administration. Elle peut également être prise préalablement à une mesure d'injonction de cesser d'encadrer.

Par ailleurs, un **établissement qui organise la pratique d'activités physiques et sportives peut être fermé** lorsque son maintien en activité présente des risques pour la sécurité des personnes. En cas d'urgence, une mise en demeure n'est pas nécessaire.

⁷ TA de Nice 10 octobre 2016 n° 1603799 Aff. DE LA TORRE « compétence liée »

⁸ Educateur sportif et exploitant d'EAPS

⁹ Fiche relative aux séjours sportifs – Annexe 3

¹⁰ Identité complète : nom de naissance, prénom, date et lieu de naissance

¹¹ Les juridictions administratives considèrent que l'interdiction d'exercer prévue à l'article L. 212-13 s'applique indifféremment aux bénévoles et au professionnels - TA Marseille, 31 décembre 2013, M. Antonio Pastorelli, n° 1105672

B – Une enquête administrative doit précéder toute mesure de police administrative

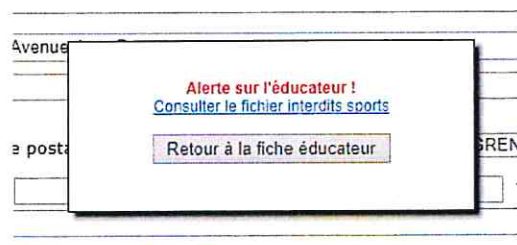
Ces mesures sont précédées d'une enquête administrative. Celle-ci doit conclure à la proposition au préfet d'arrêter une mesure de police administrative (injonction ou interdiction) ou de clore le dossier. Cette enquête doit être menée en sus d'une éventuelle enquête judiciaire, les deux pouvant être menées en parallèle. Elle est obligatoire en cas d'accident ou d'incident grave.

C – Contenu de la mesure de police administrative

La mesure d'interdiction administrative doit être :

- spécialement motivée en fait et en droit. Elle doit rappeler les circonstances et les faits de nature à mettre en danger les pratiquants. Elle fait explicitement référence aux dispositions législatives et réglementaires appliquées ;
- arrêtée pour une période déterminée (6 mois pour une mesure d'urgence ou un délai déterminé « hors urgence »). En l'absence de disposition législative le permettant, elle ne peut être prise jusqu'à la fin d'une procédure pénale ou l'intervention d'une décision pénale comme cela peut être le cas dans le champ des accueils collectifs de mineurs.

Toute mesure de police administrative (injonction ou interdiction) doit être transmise par courriel au bureau DSB2¹² accompagnée de la date exacte de notification de l'arrêté en vue d'insérer l'ensemble de ces données dans un module du logiciel EAPS permettant d'informer via une alerte sur la fiche de l'éducateur (cf. copie ci-dessous) toutes les DDSCS/PP des mesures prises sur l'ensemble du territoire.



Dès lors qu'une mesure administrative est prise à l'encontre d'un éducateur, il n'est plus référencé sur le site public recensant l'ensemble des éducateurs ayant satisfait à la déclaration et dont l'honorabilité a été vérifiée : <http://eapspublic.sports.gouv.fr>

III. Les mesures de police judiciaire et les sanctions pénales en cas de non-respect de la réglementation ou des mesures de police administrative

A – Signalement des infractions prévues par le code du sport et sanctions pénales en raison du non-respect de mesure administrative

Lorsqu'un agent, habilité et assermenté au sens de l'article L. 111-3 du code du sport, a constaté une infraction, il rédige un procès-verbal de constat d'infraction qu'il transmet au procureur de la République.

En cas d'infraction aux dispositions du code du sport, une procédure de signalement est mise en œuvre auprès du procureur de la République sur le fondement de l'article 40 du code de

¹² DS.B2@sports.gouv.fr

procédure pénale¹³. Cette procédure s'adresse à tous les agents en charge du contrôle¹⁴ des éducateurs sportifs et des établissements d'activité physique et sportive.

Lorsqu'une mesure de police administrative d'interdiction ou d'injonction de cesser d'encadrer n'est pas respectée par l'éducateur sportif, la sanction pénale encourue est prévue à l'article L. 212-14 du code du sport.

De même, l'article L. 212-10 du code du sport prévoit une sanction pénale lorsqu'un éducateur sportif encadre en situation d'incapacité. Cette infraction s'applique aux éducateurs sportifs rémunérés comme bénévoles.

Le non-respect d'une mesure de fermeture d'un établissement d'APS fait encourir une sanction pénale prévue à l'article L. 322-4 du code du sport.

B – Coordination entre les procédures judiciaires et administratives

Une mesure d'interdiction judiciaire d'être en contact avec des mineurs ou une mesure d'interdiction d'exercer une activité d'éducateur sportif peut être prise par l'autorité judiciaire. Il appartient dans ce cas à la DDCS/PP d'en tirer les conséquences éventuellement en termes de retrait de la carte professionnelle.

La loi n° 2016-457 du 14 avril 2016 relative à l'information de l'administration par l'autorité judiciaire et à la protection des mineurs (publiée au *J.O.R.F.* du 15 avril 2016) a mis en place un dispositif d'information des administrations par le procureur de la République applicable sous certaines conditions pour des crimes ou délits graves concernant des atteintes aux personnes et particulièrement aux mineurs.

Deux situations sont à distinguer :

- le procureur de la République **peut informer** la DDCS/PP d'une décision prise à l'encontre d'un éducateur sportif ou d'un exploitant d'EAPS, cette décision peut être une condamnation définitive ou non, une saisine de juridiction de jugement ou une mise en examen. L'issue de la procédure est mentionnée sans délai à la DDCS/PP.

L'intéressé est informé de ces transmissions d'information.

- le procureur de la République **informe** la DDCS/PP d'une condamnation prononcée à l'encontre d'une personne exerçant une activité professionnelle ou sociale impliquant un contact habituel avec des mineurs et dont l'activité est contrôlée par la DDCS (éducateur, exploitant d'EAPS). Cette obligation concerne les infractions mentionnées à l'article 706-47-4, II, du code de procédure pénale.

Il informe également la DDCS/PP lorsqu'une personne est placée sous contrôle judiciaire et qu'elle fait l'objet d'une interdiction « *d'exercer une activité impliquant un contact habituel avec des mineurs lorsqu'il est à redouter qu'une nouvelle infraction soit commise* ».

Lorsqu'un éducateur sportif a été condamné ou fait l'objet d'une mesure de contrôle judiciaire avec interdiction, la DDCS/PP doit en être informée. Hors ces cas, l'information n'est pas obligatoire. Toutefois, lorsque le procureur de la République donne l'information pour des infractions relevant de l'article 706-47-4 du code de procédure pénale l'administration peut prendre sans délai les mesures nécessaires à la protection des mineurs.

¹³ Art. 40 code de procédure pénale : Toute autorité constituée, tout officier public ou fonctionnaire qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquiert la connaissance d'un crime ou d'un délit est tenu d'en donner avis sans délai au procureur de la République et de transmettre à ce magistrat tous les renseignements, procès-verbaux et actes qui y sont relatifs

¹⁴ Il s'agit ici de toute sorte de contrôle : contrôle a priori, a posteriori et sur place

Il appartient à la DDCS/PP de tirer les conséquences de cette information en procédant à une enquête administrative et en prenant éventuellement une mesure d'interdiction administrative à l'encontre de l'éducateur. La mesure d'interdiction est une mesure de police prise dans l'objectif de protéger les pratiquants notamment mineurs. Ce n'est pas une sanction administrative.

Lorsqu'un éducateur fait l'objet d'une mesure d'interdiction judiciaire d'exercer les fonctions d'éducateur sportif ou d'être en contact avec des mineurs, la DDCS/PP doit vérifier si la mesure est exécutoire¹⁵ et si tel est le cas, la restitution de la carte professionnelle doit être demandée.

IV. Le rôle des fédérations sportives dans la protection des personnes pratiquant une APS au sein de leurs structures affiliées

Les éducateurs sportifs qui exercent au sein des fédérations, de leurs organes déconcentrés et de leurs membres (clubs) sont soumis à l'obligation d'honorabilité (article L. 212-9). Ils sont également soumis à l'obligation de qualification (article L. 212-1) et être titulaires d'une carte professionnelle d'éducateur sportif (article L. 212-11) lorsqu'ils exercent contre rémunération.

Il appartient aux fédérations sportives de veiller au respect de ces dispositions du code du sport notamment en ce qui concerne les éducateurs sportifs disposant d'un contrat de préparation olympique.

Le site internet « <http://eapspublic.sports.gouv.fr> » mis en place par le ministère des sports permet de vérifier la situation des éducateurs sportifs rémunérés.

A terme, il est envisagé une évolution des modalités de vérification de l'honorabilité des éducateurs sportifs bénévoles et des exploitants d'EAPS licenciés des fédérations agréées. Dans l'attente de cette évolution, il convient de rappeler que toute personne peut solliciter le bulletin n° 3 de son casier judiciaire auprès des services du casier judiciaire pour le communiquer à l'organisme qui le demande (notamment pour exercer des fonctions d'éducateur sportif bénévole).

Il est également possible de solliciter les DDCS/PP afin de procéder à la vérification de l'honorabilité des éducateurs sportifs bénévoles en transmettant leur identité complète (nom de naissance, prénom, date et lieu de naissance).

Les fédérations sportives peuvent également mettre en œuvre leur pouvoir disciplinaire vis-à-vis de leurs licenciés pour des faits contraires à l'éthique attendue d'un éducateur sportif, d'un arbitre ou d'un pratiquant.

Pour la ministre des sports et par délégation,
Le directeur des sports :

signé

G. QUÉNÉHERVÉ

¹⁵ Immédiatement applicable

Annexe 1



Vérification de l'honorabilité des éducateurs sportifs et des exploitants d'établissements d'APS



Notion d'honorabilité

Les éducateurs sportifs, tout comme les exploitants des établissements d'APS, sont soumis aux dispositions de l'article L. 212-9 du code du sport.

Tous les crimes, certains délits spécialement énumérés, ainsi que des mesures de police administrative relevant du « secteur jeunesse », génèrent une situation d'incapacité totale ou partielle de la personne concernée. La vérification de l'honorabilité d'un éducateur ou d'un exploitant consiste, pour les services de l'Etat, à s'assurer qu'il ne se trouve pas en situation d'incapacité.

La loi n° 2017-261 du 1^{er} mars 2017, entrée en vigueur le 3 mars 2017, a modifié l'article L. 212-9 du code du sport. Le nombre d'infractions, pour lesquelles une condamnation entraîne une incapacité, a été accru. Une **condamnation définitive**, pour l'une de ces nouvelles infractions, antérieure ou postérieure au 3 mars 2017, entraîne une incapacité.

La situation d'incapacité s'apprécie à la date du courrier de notification, par le préfet, et non à la date de la commission de l'infraction pénale ou de la condamnation.

Dispositions relatives à la consultation du casier judiciaire et du FIJAIS

L'article L. 212-9 du code du sport mentionne la liste des infractions pour lesquelles une condamnation entraîne l'incapacité des éducateurs sportifs et des exploitants. Le respect des dispositions de cet article s'effectue à l'aide du code de procédure pénale.

Des dispositions du code de procédure pénale permettent aux administrations de consulter le bulletin n° 2 (B2) du casier judiciaire et le fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes (FIJAIS) de la personne concernée.

Ainsi, l'article 776 du code de procédure pénale prévoit que le bulletin n° 2 du casier judiciaire est délivré « *aux administrations chargées par la loi ou le règlement du contrôle de l'exercice d'une activité professionnelle ou sociale lorsque cet exercice fait l'objet de restrictions expressément fondées sur l'existence de condamnations pénales ou de sanctions disciplinaires* ».

L'interrogation du FIJAIS est fondée sur les dispositions des articles 706-53-7 et R. 53-8-24 du code de procédure pénale.

L'interrogation du casier judiciaire et du FIJAIS n'est pas liée à l'obligation, pour l'éducateur sportif rémunéré, de déclarer son activité au préfet. Cette interrogation est liée uniquement à l'activité exercée, qu'elle ait été déclarée ou non.

La lecture combinée de l'article L. 212-9 du code du sport et des articles du code de procédure pénale mentionnés ci-dessus autorise les services de l'Etat (DDCS/PP) à interroger le casier judiciaire et le FIJAIS.

Modalités de consultation

En pratique, la mise en œuvre du contrôle du B2 et du FIJAIS s'effectue automatiquement via le logiciel « EAPS » qui recense les éducateurs sportifs déclarés et les exploitants d'EAPS.

En ce qui concerne les éducateurs sportifs bénévoles, leur situation peut faire l'objet d'une interrogation manuelle (saisie directe de leurs données personnelles auprès des sites internet du casier judiciaire et du FIJAIS) lorsque la situation le justifie, sans toutefois instaurer de contrôle systématique. Il convient alors de recueillir l'identité complète de la personne concernée pour mettre en œuvre le contrôle d'honorabilité.

Cas des bénévoles

Qu'ils soient bénévoles ou professionnels, les éducateurs et les exploitants sont soumis aux dispositions de l'article L. 212-9 du code du sport. L'exercice de leur activité professionnelle (ex : éducateur sportif professionnel) ou de leur activité sociale (ex : éducateur sportif bénévole) fait l'objet de restrictions expressément fondées sur l'existence de condamnations pénales.

Les exploitants d'EAPS, notamment les dirigeants d'associations, peuvent demander aux services de l'Etat (DDCS/PP) de contrôler l'honorabilité d'un éducateur sportif bénévole. Pour cela, l'identité complète de l'éducateur doit être transmise : nom, prénom, date et lieu de naissance.

Distinction casier judiciaire et FIJAIS

Pour qu'une condamnation soit mentionnée sur le bulletin n° 2 du casier judiciaire :

- elle doit **être devenue définitive** (le délai de recours a expiré),
- la juridiction ne doit pas expressément exclure la mention de la condamnation sur ledit bulletin n° 2.

Le FIJAIS comporte mention de mises en examen et de condamnations non définitives ou définitives relatives à certaines infractions. En cas de doute sur le caractère définitif de la condamnation, la DDCS/PP doit interroger le greffe de la juridiction mentionnée.

Une condamnation peut figurer au B2 sans être mentionnée au FIJAIS et réciproquement.

Seule une condamnation définitive mentionnée au B2 et/ou au FIJAIS peut entraîner une incapacité.

Interdiction judiciaire

Le B2 ou le FIJAIS peut mentionner une interdiction prononcée par le juge judiciaire, à titre de peine principale ou complémentaire, d'exercer tout ou partie des fonctions d'éducateur sportif (ou d'exploitant d'établissement) ou d'être en contact avec des mineurs. La DDCS/PP doit tirer les conséquences de cette interdiction en adressant un courrier à l'intéressé pour lui rappeler l'interdiction (qui lui a été notifiée dans le cadre de la procédure judiciaire) et demander la restitution de la carte professionnelle s'il en détient une.

Notification d'incapacité

Dès lors qu'une condamnation définitive prévue à l'article L. 212-9 figure sur le B2 ou le FIJAIS, il convient de notifier l'incapacité. Le préfet est en situation de compétence liée, il ne peut décider d'écarter une incapacité, il doit la notifier (cf TA de Nice 10 octobre 2016 n° 1603799 De La Torre).

L'éducateur sportif titulaire d'une carte professionnelle doit la restituer à la DDCS/PP.

Textes de référence

- Code du sport : articles L. 212-9, R. 212-85 et R. 212-86
- Code de procédure pénale : articles 706-53-7 et R. 53-8-24
- Loi n° 2017-261 du 1^{er} mars 2017 visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs

Application immédiate des nouvelles dispositions de l'article L. 212-9 du code du sport



Contexte

La loi du 1^{er} mars 2017 par son article 4, entrée en vigueur le 3 mars 2017, a étendu le champ d'application de l'article L. 212-9 du code du sport fixant la liste des infractions pour lesquelles une condamnation rend impossible l'accès à la profession d'éducateur sportif.

Des interrogations sont apparues quant à l'application des nouvelles dispositions de la loi précitée. Elles concernent des **personnes condamnées pour des infractions** qui ont été **commises avant la date d'entrée en vigueur** de ces dispositions et qui ne figurent à l'article L. 212-9 du code du sport que depuis cette date.

Il est **question de l'application rétroactive** de ces nouvelles dispositions pour les condamnations survenues avant la loi du 1^{er} mars 2017.

Le principe applicable aux mesures d'incapacité

Mesure d'incapacité : finalité préventive des troubles à l'ordre public

La légalité d'une notification d'incapacité s'apprécie à la date à laquelle elle a été prise et au vu des textes dont l'autorité administrative doit faire application.

La circonstance que des dispositions instaurant un régime d'incapacité n'étaient pas en vigueur à l'époque des faits ayant conduit à une condamnation incompatible avec l'exercice d'une activité professionnelle est sans incidence sur la légalité d'une notification d'incapacité¹.

Ainsi, les services déconcentrés appliquent les dispositions de l'article L. 212-9 du code du sport en vigueur à la date de leur décision et non celles en vigueur à la date de la commission des infractions.

Textes de référence

- Code du sport : article L. 212-9 ;

- Loi n° 2017-261 du 1^{er} mars 2017 visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs : article 4.

Annexe 3



Les séjours spécifiques sportifs



Définition

Les séjours spécifiques sportifs constituent une catégorie particulière d'accueil collectif de mineurs tels que définis par le code de l'action sociale et des familles (CASF)¹.

Il s'agit des séjours organisés, pour leurs licenciés mineurs (au moins sept mineurs âgés de six ans ou plus), par les fédérations sportives agréées, leurs organes déconcentrés et les clubs qui leur sont affiliés, dès lors que ces accueils entrent dans le cadre de leur objet².

Réglementation applicable

Les principales obligations qui incombent aux organisateurs de séjours spécifiques sportifs sont :

- la déclaration auprès du préfet du département (DDCS/DDCSPP) dans le ressort duquel l'organisateur a son siège social³ ;
- l'élaboration d'un projet éducatif et d'un projet pédagogique⁴ ;
- l'hébergement des mineurs concernés dans un local déclaré auprès de la DDCS/DDCSPP du lieu d'implantation de ce local, celui-ci devant notamment respecter les règles d'hygiène et de sécurité prévues par le CASF⁵ ;
- des obligations en matière de suivi sanitaire des mineurs accueillis⁶ et en matière d'assurance⁷ ;
- la déclaration sans délai auprès de la DDCS/DDCSPP du lieu du séjour de tout accident grave ainsi que de toute situation présentant ou ayant présenté des risques graves pour la santé et la sécurité physique et morale des mineurs accueillis.

Des règles particulières d'encadrement s'appliquent aux séjours spécifiques. L'article R. 227-19 du CASF prévoit :

- qu'une personne majeure est désignée par l'organisateur comme directeur du séjour ;
- que l'effectif de l'encadrement ne peut être inférieur à deux personnes ;
- et que les conditions de qualification et le taux d'encadrement sont ceux prévus par les normes ou la réglementation relative à l'activité principale du séjour. Les dispositions du code du sport s'appliquent donc pour les séjours spécifiques sportifs.

¹ Article R. 227-1 du CASF

² Les séjours directement liés aux compétitions sportives organisées par les fédérations sportives agréées, leurs organes déconcentrés et les clubs qui leur sont affiliés sont expressément exclus de la catégorie des accueils collectifs de mineurs et les dispositions du code de l'action sociale et des familles ne leur sont pas applicables.

³ Article R. 227-2 du CASF et arrêté du 3 novembre 2014 relatif à la déclaration préalable aux accueils de mineurs prévue par l'article L. 227-4 du code de l'action sociale et des familles

⁴ Articles R. 227-23 à R. 227-26 du CASF

⁵ Articles R. 227-5 et R. 227-6 du CASF

⁶ Arrêté du 3 novembre 2014 relatif à la déclaration préalable aux accueils de mineurs prévue par l'article L. 227-4 du CASF

⁷ Articles R. 227-28 à R. 227-30 du CASF

Sanction

Le défaut de déclaration du séjour constitue un délit passible de six mois d'emprisonnement et de 3 750 euros d'amende⁸.

Textes de référence

- Code de l'action sociale et des familles : articles L. 227-4 à L. 227-12, R. 227-1 à R. 227-30 ;

- Arrêté du 20 février 2003 relatif au suivi sanitaire des mineurs mentionnés à l'article L. 227-4 du code de l'action sociale et des familles ;

- Arrêté du 1^{er} août 2006 relatif aux séjours spécifiques mentionnés à l'article R. 227-1 du code de l'action sociale et des familles ;

- Arrêté du 3 novembre 2014 relatif à la déclaration préalable aux accueils de mineurs prévue par l'article L. 227-4 du code de l'action sociale et des familles.

⁸ Article L.227-8 du CASF

La déclaration des éducateurs sportifs stagiaires



Contexte

Les éducateurs sportifs stagiaires sont des personnes en cours de formation pour la préparation à une certification¹ inscrite à l'annexe II-1 du code du sport. Les personnes, en cours de formation pour la préparation à un diplôme, titre à finalité professionnelle ou certificat de qualification, peuvent enseigner, animer ou encadrer une activité physique ou sportive ou entraîner ses pratiquants, contre rémunération (article L. 212-1 du code du sport).

L'obligation de déclaration de l'éducateur sportif stagiaire

Tout éducateur sportif stagiaire désirant enseigner, animer, encadrer ou entraîner à titre d'occupation principale ou secondaire, de façon habituelle, saisonnière ou occasionnelle, doit se déclarer auprès de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale – de la Protection des Populations – (DDCS/PP), de son principal lieu d'exercice.

Cette déclaration s'impose à tous les éducateurs sportifs stagiaires, qu'ils exercent à titre bénévole ou rémunéré (article R. 212-87 du code du sport) dans la mesure où ils seront amenés à obtenir, à l'issue de leur

cursus, une certification professionnelle. Il s'agit d'une première démarche en vue de la délivrance d'une carte professionnelle dès l'obtention de leur certification.

Cette déclaration permet de garantir aux pratiquants que les éducateurs sportifs satisfont aux obligations de qualification et d'honorabilité (article L. 212-11 du code du sport).

Cette déclaration peut s'effectuer en ligne sur le site <https://eaps.sports.gouv.fr>

L'attestation de déclaration de l'éducateur sportif stagiaire

La DDCS/PP instruit le dossier de l'éducateur sportif stagiaire et lui délivre, par courrier, une attestation de stagiaire après avoir vérifié :

- Son honorabilité :

Les éducateurs sportifs stagiaires qui font l'objet d'une condamnation pour crime, pour certains délits énumérés par la loi, ou de mesures administratives relatives aux accueils collectifs de mineurs (ACM), se voient appliquer une incapacité totale ou partielle d'exercer (article L. 212-9 du code du sport). Cette incapacité de droit s'applique de manière automatique sans qu'il soit nécessaire pour l'administration d'adopter une mesure d'interdiction d'exercer.

En pratique, la vérification de l'honorabilité s'effectue automatiquement par le contrôle du bulletin n° 2 du casier judiciaire et du FIJAIS² via le logiciel EAPS.

Les DDCS/PP vérifient de manière systématique l'honorabilité des éducateurs sportifs lors de leur déclaration d'activité et notifient le cas échéant à l'intéressé son incapacité.

- L'absence de mesure administrative d'interdiction ou d'injonction de cesser d'exercer (article L. 212-13 du code du sport) ;

L'existence de ces mesures est consultable sur le logiciel EAPS.

¹ Diplôme, titre à finalité professionnelle (TFP), certificat de qualification professionnelle (CQP)

² Fichier judiciaire automatisé des auteurs d'infractions sexuelles (FIJAIS)

- L'état de santé par la production d'un certificat médical de non contre-indication à la pratique et à l'encadrement des activités physiques et sportives (article A. 212-178 et A. 212-179 du code du sport) ;
- Les conditions d'exercice du diplôme, titre à finalité professionnelle ou certificat de qualification préparé (règlement particulier du diplôme, article A. 212-176 et annexe II-1 de l'article A. 212-1 du code du sport) ;
- La copie de l'attestation justifiant des exigences minimales préalables à la mise en situation pédagogique (EPMSP) et toute pièce justifiant du tutorat (convention de stage etc.). Une copie de l'attestation de déclaration de l'éducateur sportif stagiaire doit être affichée et visible du public dans l'établissement où est pratiquée l'activité sportive (article R. 322-5 du code du sport).

Sanctions pénales et mesures administratives

Les éducateurs sportifs stagiaires sont susceptibles de faire l'objet d'une mesure de police administrative ou d'une sanction pénale à l'instar des éducateurs sportifs titulaires :

- Un éducateur sportif dont le maintien en activité constituerait un danger pour la santé et la sécurité physique ou morale des pratiquants peut faire l'objet, par arrêté du préfet, d'une mesure d'interdiction d'exercer à titre temporaire ou définitif.

Un éducateur qui encadre contre rémunération une activité physique ou sportive sans être titulaire d'une qualification peut faire l'objet d'un arrêté d'injonction de cesser son activité (article L. 212-13 du code du sport).

- Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende le fait pour toute personne d'exercer son activité [...] sans avoir procédé à la déclaration de son activité. La même peine s'applique pour l'employeur de la personne qui exerce dans son établissement sans qualification (article L. 212-8 du code du sport).

Textes de référence

Code du sport : articles L. 212-1 à L. 212-14, R. 212-1 à R. 212-6 et R. 212-85 à R. 212-87, R. 322-5, A. 212-176 à A. 212-179 et annexe II-1 de l'article A. 212-1.

Information complémentaire : le rôle et la place du tuteur de stage

Dans le cadre des formations en alternance, l'entreprise est un lieu de formation.

Le tuteur ou le maître d'apprentissage a pour rôle de favoriser l'acquisition des savoirs, des savoir-faire et des savoir-être. Il est un acteur de terrain indispensable qui supervise et organise l'autonomie progressive.

Le tuteur est un formateur à part entière.

Il a pour rôles :

- d'accueillir, d'informer le stagiaire et de l'initier à la culture de l'entreprise ;
- de participer à la définition des objectifs et des tâches en centre et en entreprise ;
- de gérer l'alternance en coordination avec l'organisme de formation ;
- d'organiser le parcours de l'apprenant dans l'entreprise ;
- de transmettre des savoirs professionnels ;
- d'accompagner, en liaison avec le ou les coordonnateurs et formateurs, le projet d'action et d'apprentissage du stagiaire ;
- d'évaluer le parcours du stagiaire (progressions, acquis, manques).

Réglementation applicable aux éducateurs sportifs



Obligation de qualification

Les éducateurs sportifs sont des personnes titulaires d'un diplôme, d'un titre à finalité professionnelle ou d'un certificat de qualification permettant l'enseignement, l'animation, l'encadrement ou l'entraînement d'une activité physique ou sportive. L'obligation de qualification s'applique aux éducateurs exerçant leur activité contre rémunération. Elle ne s'applique en revanche pas pour certains fonctionnaires, enseignants ou stagiaires dans le cadre de leur mission (articles L. 212-1 et L. 212-3 du code du sport). Les éducateurs sportifs peuvent exercer leur activité au sein d'une association, d'un club, d'une entreprise, d'une collectivité ou en tant que travailleurs indépendants, etc.

Obligation d'honorabilité

Les éducateurs sportifs sont soumis aux dispositions de l'article L. 212-9 du code du sport. Tous les crimes, certains délits spécialement énumérés ainsi que des mesures administratives relatives aux accueils collectifs de mineurs génèrent une situation d'incapacité totale ou partielle pour la personne concernée. Cette incapacité de droit s'applique de manière automatique à tout individu faisant l'objet de

l'une de ces condamnations ou mesures sans qu'il soit nécessaire pour l'administration d'adopter une mesure d'interdiction d'exercer. Il appartient aux directions départementales de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCS/PP), qui vérifient de manière systématique l'honorabilité des éducateurs sportifs lors de leur déclaration d'activité, de notifier le cas échéant à l'intéressé son incapacité.

Obligation de déclaration

Tout éducateur désirant enseigner, animer, encadrer ou entraîner, contre rémunération, à titre d'occupation principale ou secondaire, de façon habituelle, saisonnière ou occasionnelle, doit se déclarer auprès de la DDCS ou DDCS/PP de son principal lieu d'exercice.

Cette déclaration, obligatoire conformément à l'article L. 212-11 du code du sport, permet de garantir aux pratiquants que les éducateurs sportifs satisfont aux obligations de qualification et d'honorabilité décrites plus haut.

Cette déclaration peut s'effectuer :

- en ligne sur le site <https://eaps.sports.gouv.fr> ;
- en adressant à sa DDCS/PP le formulaire CERFA de déclaration d'éducateur sportif.

Carte professionnelle

La DDCS/PP instruit le dossier de l'éducateur sportif et lui délivre une carte professionnelle après avoir vérifié :

- Les conditions d'exercice de son diplôme, titre à finalité professionnelle ou certificat de qualification ouvrant droit à la carte professionnelle (annexe II-1 de l'article A. 212-1 du code du sport) ;

- Son honorabilité (article L. 212-9) ;
- L'absence de mesure administrative d'interdiction ou d'injonction de cesser d'exercer (article L. 212-13) ;
- L'état de santé par la production d'un certificat médical de non contre-indication à la pratique et à l'encadrement des activités physiques et sportives (article A. 212-179).

Une copie de la carte professionnelle ainsi qu'une copie du diplôme de l'éducateur sportif doivent être affichées et visibles du public dans l'établissement où est pratiquée l'activité sportive.

Chaque carte professionnelle comprend un code QR qui, une fois scanné à l'aide d'un smartphone ou d'une tablette numérique, dirige vers des informations actualisées relatives aux qualifications de l'éducateur concerné. Ces informations sont également accessibles sur le site <http://eapublic.sports.gouv.fr>.

L'éducateur sportif doit renouveler sa carte professionnelle tous les 5 ans s'il poursuit son activité de manière rémunérée, en procédant à une nouvelle déclaration.

Cas des éducateurs stagiaires rémunérés

Les éducateurs sportifs stagiaires qui suivent une formation préparant à un diplôme, un titre à finalité professionnelle ou un certificat de qualification doivent effectuer une déclaration auprès de la DDSP/PP du lieu où ils souhaitent exercer leur activité contre rémunération. Celle-ci leur délivrera une attestation de stagiaire conformément à l'article R. 212-87 du code du sport. Ils se déclarent également s'ils sont susceptibles d'exercer leur activité contre rémunération.

Cas des éducateurs bénévoles

Les éducateurs sportifs bénévoles sont soumis à l'obligation d'honorabilité (article L. 212-9 du code du sport) sans toutefois être soumis à l'obligation de déclaration. Il n'est donc pas procédé à des contrôles systématiques de leur honorabilité. En pratique, la consultation du B2 et du FIJAIS peut s'effectuer au cas par cas lorsque la situation le justifie. Par ailleurs, les éducateurs sportifs bénévoles ne sont pas soumis à l'obligation de qualification (sauf dans certaines activités nécessitant des mesures de sécurité particulières : parachutisme et plongée subaquatique) et il ne leur est pas délivré de carte professionnelle.

Sanctions pénales et mesures administratives

Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende le fait pour toute personne d'exercer son activité sans être titulaire de la qualification requise ou sans avoir procédé à la déclaration de son activité. La même peine s'applique pour l'employeur de la personne qui exerce dans son établissement sans qualification (article L. 212-8 du code du sport).

Un éducateur sportif dont le maintien en activité constituerait un danger pour la santé et la sécurité physique ou morale des pratiquants peut faire l'objet, par arrêté du préfet, d'une mesure d'interdiction d'exercer tout ou partie de ses fonctions. Un éducateur qui encadre contre rémunération une activité physique ou sportive sans être titulaire d'une qualification peut faire l'objet d'un arrêté d'injonction de cesser son activité (article L. 212-13 du code du sport).

Textes de référence

Code du sport : articles L. 212-1 à L. 212-14, R. 212-1 à R. 212-6 et R. 212-85 à R. 212-87, A. 212-179 et annexe II-1 de l'article A. 212-1.